MISE EN PLACE D'UN INDICE COMPOSITE DES ACTIVITES ECONOMIQUES

(RAPPORT DU GROUPE DE TRAVAIL PLURIDISCIPLINAIRE)

Contexte et justification

Par note de service N° 026/DGEFRI/DR/2013 du 09 septembre 2013, il a été créé un Groupe de Travail Pluridisciplinaire (GTP) chargé de mener la réflexion sur les modalités de mise en place d'un indice composite des activités économiques (ICAE) à la BEAC. Cette activité s'inscrit en droite ligne avec le projet de réforme de la politique monétaire de la BEAC, notamment aux plans analytique et opérationnel, en vue de la réalisation du Plan de Réforme et de Modernisation – Horizon 2014. A l'instar de l'indice des prix de la production industrielle (IPI), dont il se démarque toutefois de par son intérêt pour les Banques Centrales, l'ICAE est un indicateur de l'évolution de l'activité économique, mesurée à une fréquence infra annuelle (trimestrielle ou mensuelle).

Pour la BEAC, un tel indicateur est indispensable pour réconcilier les sphères monétaire et réelle dans ses analyses conjoncturelles et prospectives. A titre illustratif, la BEAC utilise des instruments indirects pour la conduite de sa politique monétaire vers la stabilité des prix, à savoir le taux d'intérêt des appels d'offres (TIAO), le taux d'intérêt sur les placements (TISP) et les coefficients des réserves obligatoires. Ces instruments, qui servent à gérer la liquidité du système bancaire sous-régional à une fréquence hebdomadaire, devraient être compatibles, au moins sur une fréquence trimestrielle sinon annuelle, avec *(i)* les objectifs de monnaie et de crédit, *(ii)* l'évolution du niveau général des prix et *(iii)* la croissance réelle dans les Etats membres. A l'évidence, il en découle nécessairement une incohérence dynamique qui limite fortement la réactivité de la Banque Centrale dans le calibrage opérationnel de ses interventions hebdomadaires, vers la réalisation de son objectif final au plan interne, de stabilité des prix.

Une solution pour lever cette limite consiste à recourir à l'implémentation et l'utilisation des indicateurs coïncidents et avancés de l'activité économique, dont l'efficacité en tant qu'outils d'aide à la décision dans la conduite des politiques économiques a été prouvée dans les pays de l'OCDE, dans certains pays émergents et dans quelques pays d'Afrique Subsaharienne. C'est ainsi que, partant de l'expérience de la Banque Nationale du Rwanda, l'ICAE a été pressenti comme une solution au problème d'incohérence temporelle entre l'objectif de refinancement trimestriel déterminé dans le cadre de la programmation monétaire et la mise en œuvre hebdomadaire de la politique monétaire.

Le Groupe de Travail pluridisciplinaire, à qui a été dévolu la tâche d'examiner et d'étudier les modalités de mise en place progressive d'un tel indicateur à la BEAC, a également été chargé de rédiger un guide méthodologique devant permettre à terme l'exploitation par la BEAC de cet outil infra annuel d'appréciation de l'évolution de l'activité économique aux fins de réglage fin (*fine tuning*) de ses interventions hebdomadaires. Pour mener à bien ses missions et atteindre les objectifs assignés, le Groupe de Travail Pluridisciplinaire a tenu deux (02) ateliers de travail, à Douala, du 07 au 11 octobre 2013 et du 02 au 06 décembre 2013 respectivement.

Au terme de ces deux ateliers, et conformément à ses termes de référence, le Groupe de Travail Pluridisciplinaire a complètement réalisé ses missions et atteints les objectifs assignés par les Autorités de la Banque. La suite de ce Rapport présente les résultats des travaux réalisés en vue d'une implémentation pérenne de l'indice composite des activités économiques dans les Etats membres de la BEAC individuellement et la CEMAC dans son ensemble. Ainsi, partant des missions du GTP, il est rappelé, dans une première section, l'intérêt de l'ICAE pour la BEAC, les Administrations nationales et les chercheurs travaillant sur les économies de la Sous-région *(I)*, avant de présenter, dans une deuxième section, une démarche méthodologique pour l'implémentation de l'ICAE dans tous les espaces géographiques indivis et composites *(II)*, de relever, dans une troisième section, la nécessité d'une démarche stratégique visant à pérenniser les opérations de collecte de données auprès des unités de production échantillonnées *(III)*, et d'esquisser enfin, dans une quatrième section, quelques pistes méthodologiques en vue de l'intégration de l'ICAE aux dispositifs analytique et opérationnel de la politique monétaire de la BEAC *(IV)*. La dernière section expose succinctement les attentes des membres du Groupe de Travail Pluridisciplinaire vis-à-vis des Autorités de la Banque, en vue du lancement effectif de cette activité dans le cadre du PRM-H2014.

I. Rappel de l'intérêt de l'Indice Composite des Activités économiques pour la BEAC

Depuis la réforme de la politique monétaire de la BEAC du début des années 90, la stabilité monétaire a été érigée en objectif final de ladite politique. Cet objectif a été décliné en deux (02) composantes interne et externe. Au plan interne, il s'entend en termes de stabilité des prix à moyen terme, et au plan externe, il consiste en un taux de couverture extérieur de la monnaie suffisant. Comme la plupart des banques centrales modernes, cet objectif et ses déclinaisons relèvent du premier pilier de la stratégie de politique monétaire de la BEAC. Le deuxième pilier se fonde sur un ensemble d'indicateurs statistiques sur lesquels s'appuient les autorités monétaires pour décider des niveaux des impulsions monétaires compatibles avec leurs objectifs définis dans le premier pilier.

A la BEAC, les indicateurs suivis sont fournis dans le « tableau de bord » du Comité de Politique Monétaire (CPM). Ainsi, la décision de politique monétaire, qui se traduit *in fine* par une manipulation du taux directeur (le TIAO en l'occurrence), peut être perçue comme la résultante de plusieurs facteurs, au nombre desquels *(i)* la position de l'économie dans le cycle réel, déterminée dans les analyses conjoncturelles, *(ii)* l'évolution de l'environnement extérieur et de la conjoncture internationale, *(iii)* l'évolution des facteurs autonomes de la liquidité bancaire – FALB – et la nécessité de lissage des taux interbancaires, et *(iv)* l'existence ou non de pressions inflationnistes, principales menaces à la réalisation de l'objectif final de stabilité des prix, au plan interne.

L'indice composite des activités économiques (ICAE), utilisé comme *proxy* à fréquence infra annuelle du PIB, notamment dans les pays de l'OCDE et dans les banques centrales du Ghana, du Rwanda et du Malawi, relève du deuxième pilier de la politique monétaire. De par ses caractéristiques d'indicateur coïncident[1] et avancé du PIB annuel, son apport pour la politique monétaire de la BEAC serait multivoque. En effet, en plus de permettre la réconciliation des sphères monétaire et réelle à une fréquence infra annuelle, d'une part, et de servir d'outil supplémentaire d'aide à la décision, d'autre part, l'ICAE fournirait une information microéconomique claire sur la dynamique conjoncturelle de l'activité économique dans la CEMAC, notamment au niveau de chaque branche d'activités.

---

[1] L'ICAE est un indicateur coïncident du PIB, en ce sens qu'il permet, à fréquence infra annuelle (mensuelle ou trimestrielle), de fournir une information pertinente sur l'évolution du PIB réel à partir de mesures régulières de l'activité des entreprises. Il est un indicateur avancé du PIB réel dans la mesure où les valeurs observées de l'ICAE au mois le mois (ou trimestre par trimestre) permettent de prévoir avec une précision fort appréciable le PIB annuel.

Dans la même veine, l'ICAE serait le « chaînon manquant » du dispositif d'analyse conjoncturelle de la BEAC à partir duquel la Banque Centrale résoudrait le problème d'incohérence temporelle entre les objectifs de refinancement et le pilotage hebdomadaire des taux interbancaires moyens pondérés fondé sur le calibrage du sens et du volume des interventions hebdomadaires de la BEAC sur le Marché Monétaire sous-régional.

Enfin, la décomposition statistique de l'ICAE en éléments tendanciel et cyclique, aussi bien au niveau des branches, des secteurs d'activités, que des pays et de la CEMAC, permettrait à la BEAC *(i)* de mieux comprendre la position des économies dans le cycle et d'évaluer ainsi les potentielles tensions inflationnistes induites par les évolutions sur le marché des biens et services, *(ii)* d'apprécier, à partir des canaux et mécanismes de transmission de la politique monétaire, les délais d'impact et l'ampleur des impulsions monétaires à l'activité et au niveau général des prix, et *(iii)* d'aider à la clarification de l'ancrage théorique de la politique monétaire de la BEAC et au développement de modèles macro économétriques microfondés pour la détermination, la simulation et la prévision des trajectoires optimales des taux directeurs de la Banque Centrale sur l'horizon pertinent de stabilité des prix.

II. Démarche méthodologique pour l'implémentation de l'ICAE dans la CEMAC

Au regard de l'intérêt de l'ICAE pour la conception, la conduite et la mise en œuvre de la politique monétaire de la BEAC, le Groupe de Travail Pluridisciplinaire (GTP) s'est employé à proposer une méthodologie d'élaboration de cet indicateur, en veillant à ce que la résultante de celle-ci remplisse les principales caractéristiques d'indicateur coïncident et avancé du PIB réel. C'est ainsi que, s'inspirant de l'approche méthodologique développée par la *Conference Board*[2], laquelle est par ailleurs utilisée par la Banque Nationale du Rwanda et la Banque Centrale du Ghana, le GTP a amélioré celle-ci pour mieux tenir compte des spécificités de la CEMAC, notamment les classifications harmonisées des produits et des activités dans les Etats membres d'AFRISTAT. L'encadré 1 ci-dessous présente le projet de méthodologie de calcul de l'Indice Composite des activités Economiques de la CEMAC.

[2] La *Conference Board* est l'autorité en charge de l'élaboration d'indicateurs avancés et coïncidents de l'activité économique aux Etats-Unis.

Encadré 1 : Méthodologie de calcul de l'Indice Composite des Activités Economiques de la BEAC

On considère, pour un pays donné de la CEMAC, un échantillon représentatif de l'activité économique constitué de M unités de production réparties dans les différentes branches d'activités des secteurs primaire, secondaire et tertiaire, conformément à la Nomenclature des Activités dans les Etats membres d'AFRISTAT (NAEMA, rev.2).

En désignant par $X_{i,t}^{j}$ la production élémentaire de l'unité de production $j = 1, \dots, N_i$, de la branche d'activités $i = 1, \dots, N$ à la date t (il pourrait s'agir, selon le cas, d'un mois ou d'un trimestre, en fonction de la fréquence infra annuelle retenue), le calcul de l'ICAE de la BEAC est effectué à l'aide des sept étapes suivantes :

Etape 1 : ***Décomposition statistique des indicateurs élémentaires de production***

Afin d'être en mesure de disposer d'un indicateur brut et d'un indicateur corrigé des variations saisonnières (CVS), chaque série de production élémentaire $\{X_{i,t}^{j}\}_{t=1}^{T}$ est décomposée statistiquement en composante tendancielle et en facteur saisonnier. Cette décomposition fournit ainsi la série élémentaire de production corrigée des variations saisonnières, $\{X_{i,t}^{j,CVS}\}_{t=1}^{T}$.

On désignera par $Y_{i,t}^{j} = \{X_{i,t}^{j};\ X_{i,t}^{j,CVS}\}$ l'indicateur élémentaire de production (brut ou CVS) de l'unité de production $j = 1, \dots, N_i$, de la branche d'activités $i = 1, \dots, N$ à la date t.

Etape 2 : ***Calcul des taux de croissance symétrique des indicateurs élémentaires de production entre deux dates successives***

Pour chaque unité de production $\mathrm{j}, \mathrm{j} = 1, \dots, \mathrm{N_i}$, dans la branche i, $\mathrm{i} = 1, \dots, \mathrm{N}$, le taux de croissance symétrique de l'indicateur élémentaire de production entre les dates $t-1$ et t est donné par la formule :

$$C_t^{i,j} = \frac{Y_{i,t}^{j} - Y_{i,t-1}^{j}}{\frac{Y_{i,t}^{j} + Y_{i,t}^{j}}{2}} \times 100, \quad i = 1, \dots, N \ , j = 1, \dots, N_i, \qquad t = 1, \dots, T$$

Ce qui s'écrit plus simplement tel que :

$$\boldsymbol{C_t^{i,j} = \frac{Y_{i,t}^j - Y_{i,t-1}^j}{Y_{i,t}^j + Y_{i,t-1}^j} \times 200,\ \ i = 1, \dots, N\ \ , j = 1, \dots, N_i, \qquad t = 1, \dots, T}$$

où

$C_t^{i,j}$ désigne le taux de croissance symétrique de l'unité de production *j* de la branche d'activités *i* entre les dates *t-1* et *t* ;

$Y_{i,t}^j$ désigne l'indicateur d'activités (brut ou CVS) de l'unité de production élémentaire *j* de la branche d'activités *i* à la date *t*.

Etape 3 : ***Calcul des taux de croissance normalisés de l'activité dans chaque branche de production***

Dans chaque branche d'activités $i, i = 1, \dots, N_i$, le taux de croissance symétrique normalisé, τ_t^i, est défini comme la moyenne des taux de croissance symétrique des indicateurs élémentaires de production des unités de la branche, $C_t^{i,j}$, pondérés respectivement par la proportion (part) de l'unité de production *j* dans la valeur ajoutée totale de la branche au cours de l'année de référence, normalisée par l'inverse de la volatilité de sa production au cours des 12 derniers mois, $\sigma_{i,t}^j$. Ce qui correspond algébriquement à :

$$\boldsymbol{\tau_t^i = \left(\frac{1}{\sum_{j=1}^{N_i} \frac{p_{i,t}^j}{\sigma_{i,t}^j}} \right) \times \sum_{j=1}^{N_i} \frac{p_{i,t}^j}{\sigma_{i,t}^j} C_{i,t}^j,\ \ i = 1, \dots, N}$$

Etape 4 : ***Calcul de l'indice composite de l'activité dans chaque branche***

En fixant à la valeur $I_0^i = 100$, l'indice composite de l'activité économique dans chaque branche $i, \mathrm{i} = 1, \dots, \mathrm{N}$, au cours de l'année de base, la valeur de l'indice au cours de la période courante, $I_t^i, t = 1, \dots, T$, est obtenue à l'aide de la relation de récurrence suivante :

$$\boldsymbol{I_t^i = I_{t-1}^i \times \frac{200 + \tau_t^i}{200 - \tau_t^i}}$$

Etape 5 : ***Calcul de l'indice composite de l'activité dans chaque secteur***

L'indice composite de l'activité économique dans chaque secteur $k, k = 1, \dots, K$ (en ce qui nous concerne, il s'agit des secteurs primaire, secondaire et tertiaire), noté J_t^k, calculé à la date t, $t = 1, \dots, T$, est obtenue comme la moyenne des indices composites de l'activité économique de chaque branche constitutive du secteur, pondérés respectivement par leur poids dans la valeur ajoutée totale du secteur au cours de la période de référence t_0, noté $p_{t_0}^{i,k}$.

De façon algébrique :

$$\boldsymbol{J_t^k = \sum_{i=1}^{N_k} p_{t_0}^{i,k} I_t^i , \quad t = 1, \dots, T}$$

Etape 6 : ***Calcul de l'indice composite de l'activité économique globale***

L'indice composite de l'activité économique globale, noté J_t, calculé à la date t, $t = 1, \dots, T$, est obtenu comme la moyenne des indices composites de l'activité économique de chaque secteur d'activités, pondérés respectivement par leur poids dans la valeur ajoutée totale de l'économie au cours de la période de référence t_0, noté $p_{t_0}^k$. Ce qui algébriquement s'écrit :

$$\boldsymbol{J_t = \sum_{i=1}^{K} p_{t_0}^k J_t^k , \quad t = 1, \dots, T}$$

Etape 7 : ***Calcul de l'indice composite des activités économiques (ICAE)***

A partir du résultat de la 6ème étape, l'ICAE est obtenu, après fixation de l'année de base, en l'occurrence, une année civile non exceptionnelle du point de vue de l'activité économique, par application de la formule de normalisation suivante :

$$\boldsymbol{ICAE_t = 100 \times \frac{J_t}{B_{t[0]}}, \qquad t \geq 1}$$

où $B_{t[0]}$ est le niveau moyen de l'indice J_t évalué sur les douze mois de l'année de base.

Dans la poursuite de sa réflexion en vue d'une implémentation réussie de l'ICAE dans la CEMAC, le Groupe de Travail Pluridisciplinaire a proposé une démarche méthodologique de collecte des données, avec notamment l'échantillonnage des unités de production représentatives de l'activité économique dans chaque pays et une stratégie de son déploiement progressif dans la CEMAC.

II.1.- Méthode de collecte de données auprès des unités de production représentatives

Suivant une démarche conforme aux exigences du métier statistique en matière de collecte de données, le GTP a décliné cette dernière à partir des cinq (05) rubriques ci-après : *(i)* le champ à couvrir, *(ii)* la base de sondage, *(iii)* les techniques de sondage, *(iv)* la détermination et le calcul des pondérations des entités échantillonnées, *(v)* les modalités de révision et de mise à jour de l'ICAE, et *(vi)* les supports mensuel et trimestriel de collecte des données.

II.1.1.- Le champ à couvrir

Comme l'indique son nom, l'ICAE vise à fournir une information synthétique à très haute fréquence sur l'activité économique. Pour ce faire, le champ à couvrir en matière de données à collecter est celui des unités de production qui mènent une activité économique dans chaque Etat membre de la CEMAC.

Pour être en harmonie avec les nomenclatures internationales en termes de comparabilité, tout en respectant les spécificités africaines, la notion d'activité économique retenue dans le vocabulaire de l'ICAE devrait être celle définie dans la Nomenclature des Activités dans les Etats Membres d'AFRISTAT (NAEMA rev2). Consécutivement à cette orientation, les produits à couvrir, issus de ces activités économiques, obéiront à la classification fournie dans la Nomenclature des Produits dans les Etats Membres d'AFRISTAT (NOPEMA rev2).

La représentativité de l'activité économique par les unités de production auprès desquelles seront collectées les informations statistiques devant permettre la compilation et l'implémentation de l'ICAE et ses différentes déclinaisons consistera à s'appuyer sur la détermination d'un taux de couverture suffisant de la valeur ajoutée dans l'ensemble des branches de production.

II.1.2.- La base de sondage

Dans la CEMAC, seul l'Institut National de la Statistique du Cameroun (INS-Cameroun) dispose d'un Répertoire des entreprises, depuis le recensement général de celles-ci, en 2009. En revanche, l'INS-Congo procède actuellement à ce recensement pour disposer, courant 2014, dudit répertoire.

Dans les autres Etats membres par contre, les Administrations Nationales en charge de la Statistique disposent d'une Base des Déclarations Statistiques et Fiscales (DSF) des entreprises assujetties.

D'une manière générale, le Répertoire des entreprises devrait être la base de sondage de référence pour le calcul de l'ICAE, notamment au Cameroun et au Congo (dès qu'il sera disponible). Cependant, en République Centrafricaine, au Gabon, en Guinée Equatoriale et au Tchad, la Base DSF saurait être utilisée comme base de sondage subsidiaire, concomitamment avec les informations supplémentaires sur les unités de production du secteur informel dont disposent les Administrations nationales. Il découle de cet état de fait que des échanges approfondis entre la BEAC et l'ICASEES, la DGS-Gabon, la DGSCN et l'INSEED[3] respectivement devraient être menés pour l'élaboration de bases de sondage de qualité.

II.1.3- La technique de sondage

En tenant compte du taux de couverture projetée de l'activité économique dans l'ensemble des branches d'activités de la CEMAC, le GTP recommande que la technique de sondage pour le tirage de l'échantillon des unités de production représentatives se déroule en quatre (04) étapes comme suit :

a. Fixation du taux de couverture minimum de l'activité économique dans l'ensemble des branches, en accord avec le Budget disponible et l'exigence de coïncidence visée de l'ICAE. Ce taux devrait être a priori le même dans chaque Etat membre de la CEMAC ;

[3] ICASEES : Institut Centrafricain des Statistiques et des Etudes Economiques et Sociales.
DGS-Gabon : Direction Générale de la Statistique, au Gabon.
DGSCN : Direction Générale de la Statistique et des Comptes Nationaux, en Guinée Equatoriale.
INSEED : Institut National de la Statistique, des Etudes Economiques et Démographiques, au Tchad.

b. Choix des branches d'activités à couvrir en fonction de leur part cumulée dans la valeur ajoutée totale de l'économie sous revue ;

c. Classement des unités de production, dans chaque branche d'activités, par ordre décroissant de la valeur ajoutée ou du chiffre d'affaires ; et

d. Sélection de toutes les unités de production satisfaisant, dans chaque branche d'activités, le taux de couverture minimum à partir de la méthode du *cut-off* (tirage systématique).

L'échantillon représentatif constitué à l'issue de la mise en œuvre de cette démarche sera donc celui des unités de production auprès desquelles les statistiques pour le calcul de l'ICAE devront être collectées.

Toutefois, en fonction de la dispersion géographique de ces unités, des difficultés d'accès sur leur site principal de production et, au regard de leur importance relative dans la valeur ajoutée totale de la branche, il ne devrait pas être exclu les possibilités de substitution à concurrence du même degré de représentativité.

II.1.4.- La détermination et le calcul des pondérations des unités échantillonnées

En référence à une année de base, la valeur ajoutée correspondante ou le chiffre d'affaires correspondant de chaque branche d'activités devront être retenus comme agrégateurs des indices élémentaires pour la mise en œuvre de la méthodologie de calcul de l'ICAE fournie dans l'encadré 1. La structure de la valeur ajoutée / du chiffre d'affaires de l'année de base devra être recueillie dans les comptes nationaux élaborés par les Services des Instituts Nationaux de la Statistique dans les Etats membres de la CEMAC.

II.1.5.- La révision de l'indicateur ou la technique de « rebasement »

Sous l'hypothèse que la structure de l'activité économique d'un pays change fondamentalement suivant des périodes quinquennales, le GTP a proposé que la périodicité de révision de l'ICAE soit de cinq (05) ans. Cette révision inclut le changement de l'année de base et incidemment celui des pondérations. Les techniques de raccordement et de calcul des indices en « chaîne » permettraient d'assurer la continuité de la série temporelle de l'ICAE.

En cas de choc majeur qui modifierait radicalement la structure des activités économiques au cours d'un quinquennat donné, une révision devrait être automatiquement opérée pour garantir la coïncidence de l'ICAE avec le PIB réel.

A titre illustratif, cette démarche d'échantillonnage a été simulée sur l'économie camerounaise à l'aide du Répertoire des entreprises, régulièrement mis à jour par l'INS-Cameroun à partir de résultats complémentaires d'enquêtes menées auprès des unités de production depuis 2011, dont l'Enquête élargie auprès des entreprises. Avec une couverture visée de 80 % de l'activité économique globale, puis 80 % de l'activité au niveau des branches échantillonnées, soit un **taux de couverture effectif global de 64 % de la valeur ajoutée totale du** Cameroun en 2011, le GTP a échantillonné un total de **129 unités de production**, dont plus de 2/3 sont installées à Douala, et réparties comme suit par secteur d'activités et localisation géographique :

Tableau : Répartition des unités de production échantillonnées au Cameroun

Secteur / Localisation	Primaire	Secondaire	Tertiaire	Total
Centre	-	1	3	**4**
Douala	5	26	64	**95**
Littoral	2	1	2	**5**
Nord	1	1	-	**2**
Nord-Ouest	-	-	2	**2**
Ouest	-	-	1	**1**
Sud-Ouest	1	1	-	**2**
Yaoundé	-	9	9	**18**
Total	**9**	**39**	**81**	**129**

La liste exhaustive de ces unités de production réparties par secteur et par branche d'activités est jointe en annexe A.

II.1.6.- Les supports mensuel et trimestriel de collecte des données

Sur la base des questionnaires utilisés régulièrement par les Directions Nationales dans les enquêtes trimestrielles de conjoncture, mais aussi de ceux utilisés par les Instituts Nationaux de la Statistique du Cameroun et du Congo aux mêmes fins, le GTP a proposé deux types de supports de collecte de données.

Ainsi, pour recueillir mensuellement les données quantitatives auprès des unités de production échantillonnées, en vue de la compilation et du calcul de l'ICAE et de ses sous-indices, le GTP a élaboré le « Questionnaire mensuel de collecte ». Celui-ci est présenté sous deux (02) formes distinctes selon qu'il est destiné à recueillir les données sur la valeur ajoutée ou sur le chiffre d'affaires auprès des unités de production. Plus précisément, la forme relative à la valeur ajoutée s'adressera exclusivement aux unités de production des secteurs primaire et secondaire, tandis que celle se rapportant au chiffre d'affaires concernera particulièrement les unités de production du secteur tertiaire.

Par ailleurs, dans le souci de disposer de données microéconomiques qui aideraient à construire des courbes d'offre agrégée (de type Courbe de Phillips Néokeynésienne – NKPC) dans les travaux de modélisation macroéconométriques, le GTP a intégré à ces deux supports des instances devant permettre la collecte de statistiques mensuelles sur les taux d'utilisation des capacités de production installées (TUC) auprès des entreprises.

Enfin, pour la collecte des données qualitatives nécessaires à l'implémentation des tests trimestriels de conjoncture à la BEAC, le GTP a personnalisé les supports de collecte mensuels, en y reprenant les questions qualitatives présentées sur le questionnaire de l'Enquête de conjoncture de la BEAC.

Les questionnaires d'enquête produits par le Groupe de Travail Pluridisciplinaire sont présentés à l'annexe B.

II.2.- Modalités de déploiement de l'Indice Composite des activités économiques dans les pays de la CEMAC

Afin d'aboutir à un déploiement effectif, courant 2015, de l'ICAE dans les six Etats membres de la CEMAC, et par conséquent dans la CEMAC comme entité à part entière, la stratégie de mise en œuvre progressive des actions préalables devrait être déclinée en suivant les étapes suivantes :

i. *Détermination des pays – pilotes et du rythme de déploiement*

Compte tenu de la disponibilité des répertoires des entreprises et / ou des bases de statistiques d'entreprises auprès des INS, le Groupe de Travail Pluridisciplinaire a proposé que le Cameroun, prioritairement, et le Congo, accessoirement, soient les pays – pilotes pour l'implémentation de l'ICAE.

Pour les quatre autres pays, en tenant compte de l'état actuel des Instituts et Administrations Nationales en charge de la statistique, le GTP a suggéré que l'ordre de déploiement concerne progressivement le Gabon et le Tchad, à partir du quatrième trimestre 2014, puis la Guinée Equatoriale et la République Centrafricaine, au second semestre 2015. L'achèvement du déploiement de l'ICAE ouvrirait alors *de facto* l'implémentation de cet indicateur pour la CEMAC. Ainsi, afin de préparer diligemment le déploiement dans tous ces pays, des visites de sensibilisation auprès desdits Instituts et Administrations Nationales devraient être menées au premier trimestre 2014.

ii. *Identification des bases de sondages exploitables et détermination de l'échantillon des unités de production représentatives de l'activité économique dans chaque pays membre ;*

iii. *Elaboration des calendriers de sensibilisations des unités de production échantillonnées, de lancement des enquêtes pilotes et des enquêtes effectives, après prise en compte notamment des résultats des enquêtes pilotes d'une part, et de la validation des supports de collecte et des outils de traitement des données collectées, d'autre part ;*

iv. *Calcul et implémentation de l'indice composite des activités économiques (ICAE) et de ses composantes et sous-indices dans chaque Etat membre, en fonction du rythme de remontée des statistiques collectées auprès des entreprises échantillonnées ;*

v. *Développement de l'applicatif intégré de traitement, d'élaboration, de diffusion, de publication et d'archivage des statistiques sur l'activité économique dans la CEMAC et dans ses Etats membres.*

En référence à l'exigence faite par les Autorités de la Banque de **mutualiser les charges en matière de système d'informations**, cet applicatif intégré devrait être développé en interne par les Cadres de la BEAC, sur la plateforme composée *(i)* d'un *datawarehouse* (entrepôt de données), *(ii)* d'un logiciel de *reporting* et *(iii)* d'un logiciel intégré de traitement des statistiques, dont la BEAC envisage l'acquisition dans le cadre du Projet Base de Données Economiques, Monétaires et Financières (BDEMF). En plus de la mutualisation, cette application, à l'instar de toutes les autres qui seront développées sur cette plateforme, serait immédiatement reliée à la BDEMF, et bénéficierait *a foriori* des mises à jour des logiciels de la gamme du système d'information de la Banque.

Le GTP a souhaité que pour plus d'efficacité d'une part, et afin de permettre un renforcement des capacités des Services de conjoncture des Centres d'autre part, les opérations de collecte des données sur le terrain auprès des unités de production échantillonnées, à savoir les enquêtes pilotes et les enquêtes effectives, soient conduites par les Services des Etudes des Directions Nationales, en étroite collaboration avec une équipe du Groupe Technique en charge de l'implémentation de l'ICAE.

A terme, en fonction de la réactivité des unités de production et de la disponibilité d'un module de « postage automatique » des données via une interface web, la collecte des données sur site devrait être ramenée à une portion congrue. Ce choix permettra la réduction des coûts de collecte ainsi qu'une remontée rapide de l'information utile vers la BEAC. La réussite de cette approche nécessitera une étroite collaboration entre les Services des Etudes des Directions Nationales et les unités de production échantillonnées.

Encadré 2 : Présentation sommaire d'une enquête pilote

Une enquête pilote est une opération de collecte de données statistiques effectuée sur un échantillon de très petite taille, préalablement à une collecte de données sur un échantillon plus large. Elle vise notamment à s'assurer que les supports, méthodes et procédures de collecte d'informations et de calcul des indicateurs cibles sont appropriées pour obtenir des estimateurs efficaces et sans biais de la réalité mesurée dans la population, et ce avant tout engagement dans une procédure de collecte plus large qui pourrait s'avérer coûteuse sinon. L'enquête pilote permet également de mieux calibrer les campagnes de sensibilisation des unités à enquêter, de manière à obtenir une remontée d'informations très satisfaisante.

Les résultats de cette opération permettent enfin d'envisager sereinement la collecte effective, le paramétrage ou le développement des masques de saisie et les traitements et exploitation des données collectées pour la production des indicateurs cibles, en vue d'une aide à la décision plus efficace.

III. Démarche stratégique pour la pérennisation de la collecte de données

La pérennisation de la remontée des informations microéconomiques sur l'activité économique dans les Etats membres de la CEMAC pour l'élaboration de l'ICAE dépendra fortement du degré d'implication des acteurs. En effet, qu'il s'agisse de la BEAC ou des unités de production, une bonne stratégie de communication et un cadre d'échanges permanents doivent être mis en place.

De ce fait, la BEAC devant être le principal acteur de ce vaste chantier sous- régional, il va de soi que son degré d'implication devrait être maximum. Ainsi, il reviendra à la Banque Centrale de concevoir une bonne stratégie de communication et d'entretien du réseau des correspondants des unités de production échantillonnées, pour pérenniser la collaboration entre les parties.

Cette stratégie poursuivrait deux buts précis, à savoir le maintien de contacts permanents avec les unités de production, en vue de la fidélisation des correspondants d'une part, et la nécessité d'utiliser efficacement les ressources financières et humaines de la BEAC à engager

dans les opérations de collecte d'autre part. Il convient de noter à cette fin que la restitution intelligente des résultats d'implémentation et ceux des prévisions de l'activité économique sectorielle, telle qu'appréhendée par la BEAC, contribuerait à intéresser les unités de production qui seraient ainsi sensibles aux analyses conjoncturelles et actions de politique monétaire de la BEAC, dans la gestion de leur trésorerie.

Par ailleurs, dans une démarche de dématérialisation des supports de collecte vers une interface web dédiée évoquée supra, la stratégie de communication devrait expliquer aux unités de production que le déploiement de supports numériques devrait s'opérer sans coût d'acquisition ou de développement d'applicatifs pour elles. En effet, disposant d'un accès internet, il leur suffirait de remplir en ligne ou de poster par mail les supports numériques avec les informations sollicitées. Des sessions de formation à l'utilisation des supports et à leur gestion en mode collaboratif devraient être animés par les acteurs compétents de la BEAC.

Enfin, en tenant compte de la nécessité de mettre en place de l'ICAE dans le cadre du PRM-H2014, notamment dans son volet Réforme de la politique monétaire de la BEAC, le GTP a proposé que *(i)* la Feuille de route, *(ii)* le calendrier de mise en œuvre des activités, *(iii)* le budget prévisionnel des exercices 2014 et 2015 pour l'implémentation de l'ICAE, et *(iv)* la démarche stratégique de communication et d'entretien du réseau des correspondants, soient du ressort de GTP ou, à défaut, de la compétence du Groupe Projet de ladite réforme.

IV. Intégration de l'ICAE aux dispositifs analytique et opérationnel de la politique monétaire

Au risque de reprendre les mêmes arguments que ceux évoqués dans le rappel de l'intérêt de l'ICAE pour la BEAC, il convient de remarquer que l'intégration de cet indice aux dispositifs analytique et opérationnel de la politique monétaire de la BEAC découle immédiatement de son intérêt.

Au plan analytique, les statistiques réelles microfondées obtenues à partir des unités de production permettraient à la BEAC de développer des modèles macroéconométriques de prévision et de simulation de l'effet des impulsions monétaires à l'activité et au niveau général des prix, et ce, à une fréquence infra annuelle. Ce qui, au stade actuel n'est pas réalisable à la BEAC. De plus, le dispositif d'analyse conjoncturelle de la Banque se trouverait renforcé, de sorte que la réconciliation des sphères monétaire et réelle à haute fréquence, aussi bien en interne dans la sous-

région qu'en externe, avec la prise en compte de l'environnement international, s'opérerait de manière cohérente, pour l'explication et l'anticipation des évolutions économiques, et la détermination de la position de l'économie dans le cycle réel. Cela, afin de mieux envisager et calibrer les mesures de politique monétaire.

Au niveau opérationnel une fois de plus, la mise en cohérence de l'ICAE et de ses sous-composantes avec les prévisions des concours aux banques, dans le cadre des opérations du Marché Monétaire, devrait permettre de mieux calibrer le sens et le volume des interventions hebdomadaires univoques de la Banque Centrale. Cette disposition a également pour avantage de réconcilier au plan opérationnel, la lecture de l'économie réelle avec le cadre monétaire de mise en œuvre des mesures de politique monétaire, pour apprécier à une fréquence infra annuelle les délais de transmission de ces mesures à l'activité et les canaux par lesquels elles se propagent, à moyen et long terme, aux prix.

Dans cette organisation, les cadrages macroéconomiques réalisés annuellement par la BEAC pourraient, dans une démarche pragmatique, et moyennant la vérification de certains fondements théoriques, s'implémenter trimestriellement ou mensuellement à partir de données réelles issues du monde des unités de production. Cela réduirait sans doute le biais induit par les techniques statistiques de trimestrialisation des prévisions monétaires, tel que cela s'opère actuellement à la Banque, sans recourir à des indicateurs coïncidents, mais par simple division par quatre des taux de progression ou des niveaux de certaines variables représentatives de flux.

Enfin, avec la mise en place attendue de la plateforme logicielle de la BDEMF et du renforcement de capacité inhérente à sa prise en mains par le personnel de la BEAC, les outils de déploiement de l'ICAE devraient être élaborés efficacement en interne, sans assistance à maîtrise d'ouvrage onéreuse.

V. Recommandations à l'attention du Groupe de Travail Technique en charge de l'élaboration des indicateurs connexes dans le cadre du PRM-H2014

Au terme des échanges entre les Experts des INS du Cameroun et du Congo et les membres du GTP de la BEAC, il a été identifié un certain nombre de recommandations à l'attention du Groupe de Travail Technique 5 (GTT-5), en charge de l'élaboration des indicateurs économiques complémentaires pour l'aide à la décision, dans le cadre du Projet de Réforme de la politique monétaire de la BEAC.

Les recommandations formulées par le GTP sont principalement de deux ordres, à savoir, des recommandations d'ordre méthodologique d'une part, et des recommandations d'ordre organisationnel d'autre part.

V.1.- Recommandations d'ordre méthodologique

L'exploitation de documents techniques sur l'indice composite des activités économiques (ICAE) élaborés par le GTP est un préalable vers une réussite de sa mise en place dans la CEMAC. Cependant, elle ne saurait suffire pour cela. Aussi, le GTP a recommandé la prise en compte, au plan méthodologique, des éléments ci-après pour une couverture exhaustive des activités économiques au niveau des branches d'activités.

- ***Etude de la Branche des « bâtiments et travaux publics (BTP) »***

Dans le contexte actuel des actions, programmes et grands travaux pour l'émergence lancés dans les Etats de la Sous-région, la branche des BTP sera un baromètre essentiel du dynamisme de l'activité économique. Aussi, pour une bonne appréhension des statistiques de ce maillon essentiel de l'activité, il devrait être mené, de préférence au premier trimestre 2014, un *brainstorming* sur l'élaboration des méthodologies de détermination de la production des BTP et d'un déflateur de celle-ci. De ces méthodologies découleraient la conception et l'édification des supports de collecte des données au titre de l'ICAE. Cette activité, à envisager au premier semestre 2014, avant la collecte des données dans les pays pilotes, devrait associer les Experts de l'INS du Cameroun, où des tentatives de couverture statistique de cette branche ont déjà été initiées.

- ***Couverture statistique de la Production non marchande***

L'appréhension de la production non marchande des administrations publiques (centrale et locales) ne saurait être faite à partir d'enquêtes auprès de celles-ci, compte tenu de la difficulté constituée par leur dispersion aussi bien géographique, qu'en termes de spécialisation dans la production de biens publics. Cependant, les Tableaux de bord mensuels des Finances Publiques dans chaque Etat membre constitueraient une source appréciable à partir de laquelle ces statistiques pourraient être collectées. En conséquence, le GTP recommande que la Banque, dans ses rapports étroits avec les Ministères en charge des Finances des pays membres, inscrive en bonne place le besoin d'accéder à ces tableaux de bord dans les protocoles d'échanges de données

à parapher avec eux. Cette démarche faciliterait ainsi la collecte et la détermination de la production non marchande des Administrations publiques pour le calcul de l'ICAE et l'analyse économique sectorielle.

- ***Couverture de la production du secteur informel***

Les économies de la CEMAC ayant un secteur informel très important, la non prise en compte de cette réalité serait de nature à biaiser sensiblement l'indice composite des activités économiques (ICAE), comme *proxy* infra annuelle coïncident du PIB réel. Aussi, pour lever une telle insuffisance, le GTP recommande que le GTT-5 se rapproche des comptables nationaux des INS pour s'approprier de la méthodologie de prise en compte du secteur informel dans le redressement des statistiques de comptabilité nationale. Au besoin, un atelier dédié pourrait être envisagé, atelier auquel participeraient les Experts d'AFRISTAT et ceux des INS, en plus des membres du GTT-5.

- ***Détermination de l'année de base pour le calcul des agrégats en termes constants***

La Direction des Etudes et de la Stabilité Financière (DESF) a procédé, courant novembre et décembre 2013, à des révisions et réaménagements importants du référentiel et des méthodologies de détermination de l'expression à prix constants des agrégats économiques, dans le cadre théorique de la Programmation Monétaire. A cet effet, l'année 2005 a été retenue comme année de base dans toutes les économies de la Sous-région. Aussi, dans un souci de capitalisation des avancées statistiques d'une part, et d'harmonisation des référentiels de calculs et de comparaisons des statistiques au sein de la Banque d'autre part, le GTP a recommandé que cette même année de base soit sérieusement envisagée comme référence pour le calcul de l'ICAE et ses sous-indices, aussi bien pour chaque Etat membre que pour la CEMAC dans son ensemble.

V.2.- Recommandations d'ordre organisationnel

D'un point de vue organisationnel, le GTP a souligné que le véritable enjeu de l'ICAE ne réside pas uniquement dans l'existence d'une méthodologie de calcul rigoureuse et pertinente, mais aussi et surtout dans la mise en place d'un dispositif efficace de collecte des données et de traitement de l'information. A ce titre, il a recommandé que le GTT-5 devrait prioritairement étudier les modalités d'édification d'un tel dispositif, de concert avec les Chefs de Service des Etudes des Centres de la Banque. Une emphase devrait être mise sur le caractère décentralisé de la

collecte, pour permettre une autonomie de travail des Directions Nationales dans la chaîne de production de l'ICAE nationale, de sorte que les Services Centraux, tout en supervisant l'activité des Centres, auraient à charge la production de l'ICAE de la CEMAC.

S'agissant de la remontée pérenne des informations mensuelles sur la production et les taux d'utilisation des capacités installées des entreprises, le GTP a rappelé la nécessité pour le GTT-5 de concevoir suffisamment tôt les stratégies de communication et d'entretien des réseaux de correspondants auprès des entreprises. Dans la même veine, il a été recommandé que le GTT-5 explore les pistes qui pourraient faciliter la collecte des données à travers une mutualisation des efforts avec les INS et leurs démembrements administratifs auprès des administrations locales décentralisées.

En ce qui concerne enfin l'intégration de l'applicatif ICAE dans le système d'information de la BEAC, le GTP recommande que les membres du GTT-5 bénéficient du renforcement des capacités sur la plateforme projetée de la BDEMF CEMAC. Cette démarche permettrait en effet un développement efficace de cet applicatif par les Cadres de la Banque, sans coûts additionnels en termes de formation et d'acquisition d'outils supplémentaires.

*

* *

VI. Attentes vis-à-vis des Autorités de la Banque

Le Groupe de Travail Pluridisciplinaire ayant reçu mandat du DGEFRI de conduire la réflexion sur les modalités de mise en place d'un indice composite des activités économiques dans la CEMAC, à mener à terme cette mission dont le présent rapport constitue la résultante.

Reconnaissant l'attachement des Autorités de la Banque à l'arrimage des pratiques de l'Institut d'Emission aux standards internationaux en matière d'analyses économiques et de conduite de ses missions statutaires, le GTP a relevé l'intérêt de l'ICAE pour la Banque. Cet indice en effet, de par ses caractéristiques, a été identifié comme le « chaînon manquant » du dispositif analytique de la BEAC. Ainsi, appelant de tous leurs vœux l'implémentation de l'ICAE dans la CEMAC sous l'impulsion de la Banque Centrale, les membres du GTP ont exprimé leurs attentes à dessein auprès des autorités de la Banque. Celles-ci sont formulées comme suit :

i. L'érection du déploiement de l'indice composite de l'activité économique (ICAE) en projet structurant de l'Institut d'Emission, pour mener à terme les actions identifiées et présentées supra ;

ii. La ratification des protocoles d'échanges de données avec les Administrations Nationales Spécialisées pour la remontée des informations statistiques pertinentes et indispensables au calcul de l'ICAE, et partant, à la conception, la conduite et la mise en œuvre de la politique monétaire dans la CEMAC./-

---

ANNEXE A

Liste exhaustives des unités de production échantillonnées au Cameroun, par secteur, branche d'activité et localisation géographique

A. Secteur primaire

No.	Branche d'activité	NOM OU RAISON SOCIALE	Région	Arrondissement
1	Agriculture industrielle et d'exportation	SOCIETE DES PLANTATIONS DE MBANGA	Littoral	MBANGA
2	Agriculture industrielle et d'exportation	CONFEDERATION NATIONALE DES PRODUCTEURS DE COTON	Nord	GAROUA I
3	Agriculture industrielle et d'exportation	CAMEROON DEVELOPMENT CORPORATION	Sud-ouest	LIMBE I
4	Agriculture industrielle et d'exportation	PLANTATION DU HAUT PENJA	Littoral	Penja
5	Sylviculture et exploitation forestière	COMPAGNIE FORESTIERE DU CAMEROUN SA	Douala	DOUALA I
6	Sylviculture et exploitation forestière	PALLISCO	Douala	DOUALA I
7	Sylviculture et exploitation forestière	SOCIETE INDUSTRIELLE ET FORESTIERE DE LA DOUME	Douala	DOUALA I
8	Sylviculture et exploitation forestière	STE D'EXPLOITATION DES BOIS DU CAMEROUN	Douala	DOUALA I
9	Sylviculture et exploitation forestière	WIJMA CAMEROUN S.A	Douala	DOUALA I

B. Secteur secondaire

10	Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques, matériaux de construction	COLGATE PALMOLIVE CAMEROUN SA	Douala	DOUALA I
11	Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques, matériaux de construction	LES CIMENTERIES DU CAMEROUN	Douala	DOUALA IV
12	Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques, matériaux de construction	PIERRE ROCAGLIA	Nord	FIGUIL
13	Construction	ASQUINI ENCORAD	Douala	DOUALA III
14	Construction	FRIEDLANDER	Douala	DOUALA I

No.	Branche d'activité	NOM OU RAISON SOCIALE	Région	Arrondissement
15	Construction	SIX INTERNATIONAL LTD	Douala	DOUALA IV
16	Construction	SOCIETE DE MATERIAUX ET ACCESSOIRES ROUTIERS	Douala	DOUALA I
17	Construction	SOTRADHY SA	Douala	DOUALA I
18	Construction	ARAB CONTRACTORS CAMEROO,LTD	Yaoundé	YAOUNDE II
19	Construction	KETCK SARL	Yaoundé	YAOUNDE I
20	Construction	LABORATOIRE NATIONAL DE GENIE CIVIL	Yaoundé	YAOUNDE IV
21	Construction	RAZEL CAMEROUN	Yaoundé	YAOUNDE I
22	Construction	SOCETE BUNS	Yaoundé	YAOUNDE IV
23	Industrie de boissons	GUINESS CAMEROUN SA.	Douala	DOUALA V
24	Industrie de boissons	S.A BASSERIES DU CAMEROUN	Douala	DOUALA I
25	Industrie de boissons	SOCIETE DES EAUX MINERALES DU CAMEROUN	Douala	DOUALA I
26	Industrie de boissons	SOCIETE DE FABRICATION DES VINS DU CAMEROUN	Yaoundé	YAOUNDE III
27	Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre	SOCIETE SUCRIEREDUCAMEROUNS.A	Centre	NKOTENG
28	Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre	CAMEROUN TEA EST1ATES SA	Douala	DOUALA III
29	Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre	CHOCOLATERIE CONFISERIE CAMEROUNAISE	Douala	DOUALA III
30	Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre	SIC CACAO	Douala	DOUALA V
31	Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre	SICIETE CAMEROUNAISE DE TRANSFORMATION DE BLE	Douala	DOUALA III
32	Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre	SUCRETERIE MODERNE DU CAMEROUN SARL	Douala	DOUALA III
33	Industries du bois sauf fabrication des meubles	ALPICAM INDUSTRIES	Douala	DOUALA IV
34	Industries du bois sauf fabrication des meubles	CENTRE INDUSTRIEL ET FORESTIER DE MINDOUROU	Douala	DOUALA I
35	Industries du bois sauf fabrication des meubles	SCIERIE DU MBAM ET KIM	Douala	DOUALA I
36	Industries du bois sauf fabrication des meubles	SOCIETE FORESTIERE ET INDUSTRIELLE DE LA LOKOUNDJE	Littoral	DIBAMBA
37	Industries du bois sauf fabrication des meubles	COMPAGNIE D'EXPLOITATION INDUSTRIELLE DES BOIS DU	Yaoundé	999
38	Industries du bois sauf fabrication des meubles	SOCIETE INDUSTRIELLE DE MBANG	Yaoundé	YAOUNDE VI
39	Extraction d'hydrocarbures et de produits énergétiques	ADDAX PETROLEUM CAMEROUN COMPANY LLC	Douala	DOUALA I
40	Extraction d'hydrocarbures et de produits énergétiques	EUROIL LIMITED	Douala	
41	Extraction d'hydrocarbures et de produits énergétiques	HALLIBURTON SAS CAMEROUN	Douala	DOUALA I

No.	Branche d'activité	NOM OU RAISON SOCIALE	Région	Arrondissement
42	Raffinage de pétrole cokéfaction et transformation d'autres produits énergétiques	OMNIUM SERVICE	Douala	DOUALA III
43	Raffinage de pétrole cokéfaction et transformation d'autres produits énergétiques	SOCIETE CAMEROUNAISE DE FABRICATION DE LUBRIFIANTS	Douala	DOUALA I
44	Raffinage de pétrole cokéfaction et transformation d'autres produits énergétiques	SOCIETE NATIONALE DE RAFFINAGE	Sud-ouest	LIMBE II
45	Production et distribution d'eau et assainissement	CAMEROON WATER UTILITIES CORPORATION	Douala	DOUALA I
46	Production et distribution d'eau et assainissement	CAMEROUNAISE DES EAUX	Douala	DOUALA I
47	Production et distribution d'électricité et de supports énergétiques	AES SONEL	Douala	DOUALA III
48	Production et distribution d'eau et assainissement	HYGENE ET SALUBRITE DU CAMEROUN	Yaoundé	

C. Secteur tertiaire

49	Activités de services aux entreprises	ADRH APAVE	Douala	DOUALA I
50	Activités de services aux entreprises	AFRICA SECURITY CAMEROUN	Douala	DOUALA I
51	Activités de services aux entreprises	CAMEROUN AUDIT CONSEIL	Douala	DOUALA I
52	Activités de services aux entreprises	CFAO TECHNOLOGIES S.A	Douala	DOUALA I
53	Activités de services aux entreprises	CIBLE RH EMPLOI	Douala	DOUALA I
54	Activités de services aux entreprises	DELOITTE & TOUCHE AFRIQUE CENTRALE SARL	Douala	DOUALA I
55	Activités de services aux entreprises	EMPLOI SERVICE ONTERIM SARL	Douala	DOUALA I
56	Activités de services aux entreprises	INTERIMA	Douala	DOUALA I
57	Activités de services aux entreprises	LIKUSASA CAMEROUN LIMITED	Douala	DOUALA I
58	Activités de services aux entreprises	MAZARS CAMEROUN SA.	Douala	DOUALA I
59	Activités de services aux entreprises	PRODUCTION SERVICE NETWORK UK LIMITED	Douala	DOUALA I
60	Activités de services aux entreprises	SOCIETE GENERALE DE SURVEILLANCE	Douala	DOUALA I
61	Activités de services aux entreprises	D A K GARDIENNAGE SARL	Yaoundé	YAOUNDE I

No.	Branche d'activité	NOM OU RAISON SOCIALE	Région	Arrondissement
62	Autres activités fournis a la collectivité, services sociaux et personnels	ELEGANCE PRESSING SARL	Douala	DOUALA I
63	Autres activités fournis a la collectivité, services sociaux et personnels	LA ROYALE DES JEUX DU CAMEROUN	Douala	DOUALA I
64	Autres activités fournis a la collectivité, services sociaux et personnels	PARI MUTUEL URBAIN CAMEROUNAIS	Douala	DOUALA I
65	Activités financières	ALIOS FINANCE CAMEROUN (SOCCA)	Douala	DOUALA I
66	Activités financières	ALLIANZ CAMEROUN ASSURANCES	Douala	DOUALA I
67	Activités financières	AXA CAMEROUN S.A AVEC CA	Douala	
68	Activités financières	BANQUE INTERNATIONALE DU CAMEROUN POUR L'EPARGNE ET LE CREDIT	Douala	DOUALA I
69	Activités financières	CITIBANK CAMEROON SA	Douala	DOUALA I
70	Activités financières	ECOBANK CAMEROUN SA	Douala	DOUALA I
71	Activités financières	FIMEX INTERNATIONAL S.A	Douala	
72	Activités financières	SOCIETE AFRICAINE D'ASSURANCE ET REASSURANCE	Douala	DOUALA I
73	Activités financières	SOCIETE COMMERCIALE DE BANQUE CAMEROUN	Douala	DOUALA I
74	Activités financières	SOCIETE GENERALE DE BANQUES AU CAMEROUN	Douala	DOUALA I
75	Activités financières	STANDARD CHARTERED BANK CAMEROUN SA	Douala	DOUALA I
76	Activités financières	UNION DES ASSURANCES DU CAMEROUN VIE	Douala	DOUALA I
77	Activités financières	UNITED BANK FOR AFRICA CAMEROUN	Douala	DOUALA I
78	Activités financières	COMMERCIAL BANK-CAMEROUN	Littoral	DOUALA I
79	Activités financières	CREDIT FONCIER DU CAMEROUN	Yaoundé	YAOUNDE III
80	Activités financières	NATIONAL FINANCIAL CREDIT BANK SA	Yaoundé	YAOUNDE I
81	Commerce de gros et de détail	"CASINO" SODICAM SA	Douala	DOUALA I
82	Commerce de gros et de détail	BRITISH AMERICAN TOBACCO	Douala	DOUALA I
83	Commerce de gros et de détail	CAMERON MOTORS INDUSTRIES S.A	Douala	DOUALA V
84	Commerce de gros et de détail	CONGELCAM SA	Douala	DOUALA I
85	Commerce de gros et de détail	CORLAY CAMEROUN SA	Douala	DOUALA I
86	Commerce de gros et de détail	LABOREX CAMEROUN SA	Douala	DOUALA I
87	Commerce de gros et de détail	LOUIS DREYFUS COMMODITIES CAMEROUN	Douala	DOUALA IV
88	Commerce de gros et de détail	OIL LYBIA CAMEROON	Douala	DOUALA I

No.	Branche d'activité	NOM OU RAISON SOCIALE	Région	Arrondissement
89	Commerce de gros et de détail	MAHIMA SARL	Douala	DOUALA I
90	Commerce de gros et de détail	OLAM CAM	Douala	DOUALA I
91	Commerce de gros et de détail	SOCIETE ALIMENTAIRE DU CAMEROUN	Douala	DOUALA II
92	Commerce de gros et de détail	SOCIETE DE REPRESENTATION ET DE COMMERCE	Douala	DOUALA I
93	Commerce de gros et de détail	STE CAMEROUNAISE DE DEVELOPPEMENT AUTOMOBILE	Douala	DOUALA I
94	Commerce de gros et de détail	TELCAR COCOA LTD	Douala	DOUALA I
95	Commerce de gros et de détail	UBIPHARM CAMEROUN	Douala	DOUALA III
96	Commerce de gros et de détail	SOCIETE QUIFEUROU CAMEROUN	Ouest	BAFOUSSAM II
97	Commerce de gros et de détail	SOCIETE FOKOU FOBERD SARL	Yaoundé	YAOUNDE II
98	Restaurants et hôtels	CICC AKWA PALACE	Douala	DOUALA I
99	Restaurants et hôtels	HOTEL IBIS	Douala	DOUALA I
100	Restaurants et hôtels	SA PIERRE LOTI	Douala	DOUALA I
101	Restaurants et hôtels	SOCIETE D'EXPLOITATION HOTELIERE	Douala	DOUALA I
102	Restaurants et hôtels	SOCIETE NOUVELLE DES COCOTIERS	Douala	DOUALA I
103	Restaurants et hôtels	SOHLI HOTEL SAWA	Douala	DOUALA I
104	Restaurants et hôtels	STE D'EXPLOITATION COMMERCIALE DE L'AEROPORT	Douala	DOUALA III
105	Restaurants et hôtels	STE LITTORAL D'EXPLOITATION ET DE TRANSPORT	Douala	DOUALA I
106	Restaurants et hôtels	CAMEROON HOTEL CORPORATION	Yaoundé	YAOUNDE I
107	Restaurants et hôtels	DJEUGA PALACE HOTEL	Yaoundé	YAOUNDE I
108	Restaurants et hôtels	SOCIETE DES GRANDS HOTELS DU CAMEROUN	Yaoundé	YAOUNDE II
109	Postes et télécommunications	CAMEROON TELECOMMUNICATION	Centre	YAOUNDE I
110	Postes et télécommunications	MTN CAMEROON	Douala	DOUALA I
111	Postes et télécommunications	ORANGE CAMEROUN SA	Douala	DOUALA I
112	Santé et action sociale	HOPITAL GENERAL DE DOUALA	Douala	DOUALA V
113	Santé et action sociale	HOPITAL LAQUINTINIE DE DOUALA	Douala	DOUALA I
114	Santé et action sociale	FONDATION MEDICALE AD LUCEN	Douala	
115	Santé et action sociale	HOPITAL GENERAL DE YAOUNDE	Yaoundé	
116	Santé et action sociale	HOPITAL GENICO YAOUNDE	Yaoundé	
117	Transport, entreposage et communication	BOLORE AFRICA LOGISTICS CAMEROUN	Douala	DOUALA I
118	Transport, entreposage et communication	CAMEROON OIL TRANSPORTATION COMPANY SA	Douala	DOUALA I
119	Transport, entreposage et communication	CAMRAIL	Douala	DOUALA I

No.	Branche d'activité	NOM OU RAISON SOCIALE	Région	Arrondissement
120	Transport, entreposage et communication	DOUALA INTERNATIONAL TERMINAL	Douala	DOUALA I
121	Transport, entreposage et communication	ETHIOPIAN AIR LINES	Douala	DOUALA I
122	Transport, entreposage et communication	GETMA CAMEROUN	Douala	DOUALA I
123	Transport, entreposage et communication	PORT AUTONOME DE DOUALA	Douala	DOUALA I
124	Transport, entreposage et communication	SOCIETE CAMEROUNAISE DE DEPOTS PETROLIERS	Douala	DOUALA I
125	Transport, entreposage et communication	UNITED TRANSPORT AFRICA	Douala	DOUALA IV
126	Transport, entreposage et communication	AMOUR MEZAM COMPANY LTD-AGENCE DE VOYAGE	Nord-ouest	BAMENDA III
127	Transport, entreposage et communication	GARANTI EXPRESS COMPANY LIMITED	Nord-ouest	BAMENDA II
128	Transport, entreposage et communication	AEROPORT DU CAMEROUN	Yaoundé	MFOU
129	Transport, entreposage et communication	MESSAGERIE ET TOURISME POUR L'AFRIQUE	Yaoundé	YAOUNDE I

ANNEXE B

Supports de collecte de données dans les différents secteurs d'activités

BANQUE DES ETATS DE L'AFRIQUE CENTRALE
DIRECTION GENERALE DES ETUDES FINANCES
ET RELATIONS INTERNATIONALES
DIRECTION DES ETUDES ET DE LA STABILITE FINANCIERE

QUESTIONNAIRE MENSUEL DE CONJONCTURE DES ENTREPRISES DES SECTEURS PRIMAIRE ET SECONDAIRE

A – IDENTIFICATION

0. Mois et année concernés: |__|__| |__|__|__|__|

1. Numéro de questionnaire : _____

2. Raison sociale (ou nom de l'entreprise)……..……..……

3. Sigle usuel ……..…….…….……

4. Siège social (adresse exacte) ……..……

5 Département ……..……..... Code |__|__|

6. Localité ……..…. Code |__|__|__|__|

7. Téléphone ……..…. / ……... 8. E-mail ……..……..……

9. Forme juridique ……..…….…….…. Code |__|

10. Activité principale ……..……..……..... Code |__|__|__|__|__|__|

11. Activité secondaire ……..……..…….. Code |__|__|__|__|__|__|

12. Effectifs du personnel permanent du mois précédent |__|__|__|__|

13. Date de démarrage des activités de production |__|__| |__|__| |__|__|
JJ MM AA

14. L'entreprise tient-elle une comptabilité écrite formelle (Oui/Non) ?…….. |__|

15. Chiffre du mois précédent hors taxes :……..……..……

16. Part de la production industrielle dans ce CA (% ou valeur) :…….……

17. Correspondant dans l'entreprise

17.1 Noms et Prénoms :

17.2 Fonction :

17.3 Tél :

17.4 : mail :

Nom de l'agent de collecte…….….	Nom du superviseur ……...……
Observations ……	Observations ……..…..
Date de collecte ……..	. Date de contrôle ……..……..

NB : Ne rien inscrire dans les cases grisées (réservées à l'Enquêteur)

B- PRODUCTION EFFECTIVE

Désignation Précise Du Produit	CODE PRODUIT (NOPEMA)	UNITE	MOIS N-1		MOIS N		MOIS N+1	
			PRODUCTION		PRODUCTION		PRODUCTION	
			Quantité	Valeur (en milliers de FCFA)	Quantité	Valeur (en milliers de FCFA)	Quantité	Valeur (en milliers de FCFA)
1	2	3	4	5	6	7	8	9
1. ……	|__|__|__|__|__|__|__|__|__|							
2. ……	|__|__|__|__|__|__|__|__|__|							
3. ……	|__|__|__|__|__|__|__|__|__|							
4. ……	|__|__|__|__|__|__|__|__|__|							
5. ……	|__|__|__|__|__|__|__|__|__|							

C- INFORMATIONS SUR L'ACTIVITE DES MOIS PRECEDENTS

C.1 EFFECTIFS EMPLOYES ET MASSE SALARIALE A LA FIN DU MOIS N-1 :

		Effectifs	Masse salariale versée
Nationaux	Cadres		
	Non cadres		
Expatriés	Cadres		
	Non cadres		
Total			

C.2 TAUX D'UTILISATION DES CAPACITES DE PRODUCTION

Quel est le taux d'utilisation de vos capacités de production en pourcentage: |__|__|__|

BANQUE DES ETATS DE L'AFRIQUE CENTRALE
DIRECTION GENERALE DES ETUDES FINANCES
ET RELATIONS INTERNATIONALES
DIRECTION DES ETUDES ET DE LA STABILITE FINANCIERE

QUESTIONNAIRE MENSUEL DE CONJONCTURE DES ENTREPRISES DU SECTEUR TERTIAIRE

A – IDENTIFICATION

0. Mois et année concernés : |__|__| |__|__|__|__|

1. Numéro de questionnaire : _____

2. Raison sociale (ou nom de l'entreprise)……..……..…….

3. Sigle usuel ……..…….…….

4. Siège social (adresse exacte) ……..……

5 Département ……..……..... Code |__|__|

6. Localité ……..…….…. Code |__|__|__|__|

7. Téléphone ……..…. / ……... 8. E-mail ……..……..…….……

9. Forme juridique ……..…….…. Code |__|

10. Activité principale ……..……..……..... Code |__|__|__|__|__|__|

11. Activité secondaire ……..……..…….. Code |__|__|__|__|__|__|

12. Effectifs du personnel permanent du mois précédent |__|__|__|__|

13. Date de démarrage des activités de production |__|__| |__|__| |__|__|
JJ MM AA

14. L'entreprise tient-elle une comptabilité écrite formelle (Oui/Non) ?……. |__|

15. Chiffre du mois précédent hors taxes :……..……..……

16. Part de la production industrielle dans ce CA (% ou valeur) :…….…….……

17. Correspondant dans l'entreprise

17.1 Noms et Prénoms :

17.2 Fonction :

17.3 Tél :

17.4 : mail :

Nom de l'agent de collecte…….….	Nom du superviseur ……...……
Observations ……	Observations ……..…..
Date de collecte ……..	. Date de contrôle …….……..

NB : Ne rien inscrire dans les cases grisées (réservées à l'Enquêteur)

B- CHIFFRE D'AFFAIRES

Désignation précise du produit	Code produit (NOPEMA)	Unité	MOIS N-1	MOIS N	MOIS N+1
			CHIFFRE D'AFFAIRES Valeur (en milliers de FCFA)	CHIFFRE D'AFFAIRES Valeur (en milliers de FCFA)	CHIFFRE D'AFFAIRES Valeur (en milliers de FCFA)
1	2	3	4	5	6
1. ……	|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|				
2. …….	|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|				
3. …….	|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|				
4. …….	|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|				
5. …….	|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|				

C- INFORMATIONS SUR L'ACTIVITE DES MOIS PRECEDENTS

C.1 EFFECTIFS EMPLOYES ET MASSE SALARIALE A LA FIN DU MOIS N-1 :

		Effectifs	Masse salariale versée
Nationaux	Cadres		
	Non cadres		
Expatriés	Cadres		
	Non cadres		
Total			

C.2 TAUX D'UTILISATION DES CAPACITES DE PRODUCTION

Quel est le taux d'utilisation de vos capacités de production en pourcentage: |__|__|__|

BANQUE DES ETATS DE L'AFRIQUE CENTRALE
DIRECTION GENERALE DES ETUDES FINANCES
ET RELATIONS INTERNATIONALES
DIRECTION DES ETUDES ET DE LA STABILITE FINANCIERE

QUESTIONNAIRE MENSUEL DE CONJONCTURE DES ENTREPRISES DES BTP

A – IDENTIFICATION

0. Mois et année concernés: |__|__| |__|__|__|__|

1. Numéro de questionnaire : _____

2. Raison sociale (ou nom de l'entreprise)……..……..……

3. Sigle usuel ……..……..……

4. Siège social (adresse exacte) ……..……

5 Département ……..……..... Code |__|__|

6. Localité ……..…. Code |__|__|__|__|

7. Téléphone ……..…. / ……... 8. E-mail ……..……..……

9. Forme juridique ……..……..…. Code |__|

10. Activité principale ……..……..... Code |__|__|__|__|__|__|

11. Activité secondaire ……..……..…….. Code |__|__|__|__|__|__|

12. Effectifs du personnel permanent du mois précédent |__|__|__|__|

13. Date de démarrage des activités de production |__|__| |__|__| |__|__|
JJ MM AA

14. L'entreprise tient-elle une comptabilité écrite formelle (Oui/Non) ?…….. |__|

15. Chiffre du mois précédent hors taxes :……..……..……

16. Part de la production industrielle dans ce CA (% ou valeur) :……..……

17. Correspondant dans l'entreprise

17.1 Noms et Prénoms :

17.2 Fonction :

17.3 Tél :

17.4 : mail :

Nom de l'agent de collecte……..….	Nom du superviseur ……...……
Observations ……	Observations ……..…..
Date de collecte ……..	. Date de contrôle ……..……..

NB : Ne rien inscrire dans les cases grisées (réservées à l'Enquêteur)

B- PRODUCTION EFFECTIVE

Désignation Précise des t Travaux	MOIS N-1		MOIS N		MOIS N+1	
	PRODUCTION		PRODUCTION		PRODUCTION	
	Taux de réalisation	Valeur (en milliers de FCFA)	Taux de réalisation	Valeur (en milliers de FCFA)	Taux de réalisation	Valeur (en milliers de FCFA)
1	1	2	3	4	5	6
1. ……						
2. …….						
3. …….						
4. …….						
5. …….						

C- INFORMATIONS SUR L'ACTIVITE DES MOIS PRECEDENTS

C.1 EFFECTIFS EMPLOYES ET MASSE SALARIALE A LA FIN DU MOIS N-1 :

		Effectifs	Masse salariale versée
Nationaux	Cadres		
	Non cadres		
Expatriés	Cadres		
	Non cadres		
Total			

C.2 TAUX D'UTILISATION DES CAPACITES DE PRODUCTION

Quel est le taux d'utilisation de vos capacités de production en pourcentage: |__|__|__|

BANQUE DES ETATS DE L'AFRIQUE CENTRALE
DIRECTION GENERALE DES ETUDES FINANCES
ET RELATIONS INTERNATIONALES
DIRECTION DES ETUDES ET DE LA STABILITE FINANCIERE

QUESTIONNAIRE TRIMESTRIEL DE CONJONCTURE DES ENTREPRISES INDUSTRIELLES

A – IDENTIFICATION

0. Trimestre et année : |__|__| |__|__|__|__|
1. Numéro de questionnaire : _____
2. Raison sociale (ou nom de l'entreprise)…… ……..……..…….
3. Sigle usuel …… ……..……..…….
4. Siège social (adresse exacte) ……..…….
5. Département ……..……..... Code |__|__|
6. Localité …… ……..…… Code |__|__|__|__|
7. Téléphone ……..…. / …… 8. E-mail ……..…… ..……..……
9. Forme juridique …… ……..……..…… Code |__|
10. Activité principale …… ……..……..... Code |__|__|__|__|__|__|
11. Activité secondaire ……..…….. …….. Code |__|__|__|__|__|__|
12. Effectifs du personnel permanent du mois précédent Code |__|__|__|__|
13. Date de démarrage des activités de production |__|__| |__|__| |__|__|
    JJ MM AA
14. L'entreprise tient-elle une comptabilité écrite formelle (Oui/Non) ?…….. |__|
15. Chiffre du mois précédent hors taxes :……..……..……
16. Part de la production industrielle dans ce CA (% ou valeur) :……..……
17. Correspondant dans l'entreprise
    17.1 Noms et Prénoms :
    17.2 Fonction :
    17.3 Tél :
    17.4 : mail :

Nom de l'agent de collecte……..….	Nom du superviseur ……...……
Observations …….	Observations ……..…..
Date de collecte ……..	. Date de contrôle ……..……..

NB : Ne rien inscrire dans les cases grisées (réservées à l'Enquêteur)

A. Niveau des commandes (*)

	Bon	Moyen	Mauvais
Reçues au cours du trimestre en cours	☐	☐	☐
Prévues pour le trimestre en cours	☐	☐	☐

B. Niveau d'activité du dernier trimestre

	Bon	Moyen	Mauvais
	☐	☐	☐

C. Evolution des effectifs employés à la fin du trimestre en cours (y compris les temporaires)

	Hausse	Stabilité	Baisse
	☐	☐	☐

D. Effectifs prévus pour le trimestre concerné

	Hausse	Stabilité	Baisse
	☐	☐	☐

E. Tendance de la production et des ventes

	Hausse	Stabilité	Baisse
Quantités produites	☐	☐	☐
Valeur de la Production	☐	☐	☐
Valeur des Ventes	☐	☐	☐
Ventes locales	☐	☐	☐
Exportations	☐	☐	☐

F. Production , ventes et emploi

F.1 Tendances de la production et des ventes au cours du trimestre à venir

	Hausse	Stabilité	Baisse
Quantités produites	☐	☐	☐
Valeur de la Production	☐	☐	☐
Valeur des ventes	☐	☐	☐
Ventes locales	☐	☐	☐
Exportations	☐	☐	☐

F.2 Production du dernier mois du trimestre en cours

Désignation Précise Du Produit	CODE PRODUIT (NOPEMA)	UNITE	MOIS N-1 PRODUCTION		MOIS N PRODUCTION		MOIS N+1 PRODUCTION	
			Quantité	Valeur (en milliers de FCFA)	Quantité	Valeur (en milliers de FCFA)	Quantité	Valeur (en milliers de FCFA)
1	2	3	4	5	6	7	8	9
1. ……	|__|__|__|__|__|__|__|__|__|							
2. ……	|__|__|__|__|__|__|__|__|__|							
3. ……	|__|__|__|__|__|__|__|__|__|							
4. ……	|__|__|__|__|__|__|__|__|__|							
5. ……	|__|__|__|__|__|__|__|__|__|							

F.3 EMPLOI DURANT LE DERNIER MOIS DU TRIMESTRE

F.3.1 EFFECTIFS EMPLOYES ET MASSE SALARIALE A LA FIN DU MOIS N-1 :

		Effectifs	Masse salariale versée
Nationaux	Cadres		
	Non cadres		
Expatriés	Cadres		
	Non cadres		
Total			

F.3.2 TAUX D'UTILISATION DES CAPACITES DE PRODUCTION

Quel est le taux d'utilisation de vos capacités de production en pourcentage: |__|__|__|

G. Stocks de produits finis

	Hausse	Stabilité	Baisse
Tendance du dernier trimestre en cours	☐	☐	☐
Tendance probable du trimestre concerné	☐	☐	☐

G. Evolution des prix (*)

Prix des matières premières

	Hausse	Stabilité	Baisse
Tendance du dernier trimestre en cours	☐	☐	☐
Tendance probable du trimestre concerné	☐	☐	☐

Prix de vente

	Hausse	Stabilité	Baisse
Tendance du dernier trimestre en cours	☐	☐	☐
Tendance probable du trimestre concerné	☐	☐	☐

H. FACTEURS Explicatifs des évolutions récentes

Nous indiquer succinctement les raisons qui fondent votre optimisme ou votre pessimisme quant à l'évolution future favorable de la demande , du volume des ventes et des prix *(**)*

- ✓ Problèmes particuliers à votre entreprise et votre branche climat social, débouchés, difficultés d'approvisionnement, ……) ;
- ✓ Incidences des mesures gouvernementales ou de la Banque Centrale sur votre activité (accords commerciaux, fiscalité, crédit,…….) ;
- ✓ Perspectives à court terme et autres observations éventuelles ;
- ✓ Investissements nouveaux.

H.1 FACTEURS Explicatifs des évolutions récentes de la production

H.2 FACTEURS Explicatifs des évolutions récentes des ventes

H.3 FACTEURS Explicatifs des évolutions récentes des prix

Nous vous prions de bien vouloir nous retourner ce questionnaire avant le ……

Pour tout renseignement concernant la façon de remplir ce questionnaire, s'adresser à la Banque Centrale, Tel. ……., Poste…….

BANQUE DES ETATS DE L'AFRIQUE CENTRALE
DIRECTION GENERALE DES ETUDES FINANCES
ET RELATIONS INTERNATIONALES
DIRECTION DES ETUDES ET DE LA STABILITE FINANCIERE

QUESTIONNAIRE TRIMESTRIEL DE CONJONCTURE DES ENTREPRISES COMMERCIALES

A – IDENTIFICATION

0. Trimestre et année : |__|__| |__|__|__|__|
1. Numéro de questionnaire : _____
2. Raison sociale (ou nom de l'entreprise)…… ……..……..……..
3. Sigle usuel …… ……..……..……..……
4. Siège social (adresse exacte) ……..……
5. Département ……..……..... Code |__|__|
6. Localité …… ……..…… Code |__|__|__|__|
7. Téléphone ……..…… / …… 8. E-mail ……..…… ..……..……
9. Forme juridique …… ……..……..…… Code |__|
10. Activité principale …… ……..……..……..... Code |__|__|__|__|__|__|
11. Activité secondaire ……..…….. …….. Code |__|__|__|__|__|__|
12. Effectifs du personnel permanent du mois précédent Code |__|__|__|__|
13. Date de démarrage des activités de production |__|__| |__|__| |__|__|
JJ MM AA
14. L'entreprise tient-elle une comptabilité écrite formelle (Oui/Non) ?…….. |__|
15. Chiffre du mois précédent hors taxes :……..……..……
16. Part de la production industrielle dans ce CA (% ou valeur) :……..……
17. Correspondant dans l'entreprise
    17.1 Noms et Prénoms :
    17.2 Fonction :
    17.3 Tél :
    17.4 : mail :

Nom de l'agent de collecte……..….	Nom du superviseur ……...……
Observations …….	Observations ……..….. .
Date de collecte ……..	Date de contrôle ……..……..

NB : Ne rien inscrire dans les cases grisées (réservées à l'Enquêteur)

B. Evolution des commandes (*)

	Augmentation	Stabilité	Baisse
Tendance du trimestre en cours	☐	☐	☐
Tendance probable du trimestre concerné	☐	☐	☐

C. Evolution du chiffre d'affaires

	Augmentation	Stabilité	Baisse
Chiffre d'affaires global	☐	☐	☐
Chiffre d'affaires local	☐	☐	☐
…Exportations	☐	☐	☐

D. Evolution des effectifs employés à la fin du trimestre en cours (y compris les temporaires)

	Hausse	Stabilité	Baisse
	☐	☐	☐

E. Effectifs prévus pour le trimestre concerné

	Hausse	Stabilité	Baisse
	☐	☐	☐

F. Evolution des prix de ventes

	Hausse	Stabilité	Baisse
Tendance du trimestre en cours	☐	☐	☐
Tendance probable du trimestre concerné	☐	☐	☐

G. Emploi et Niveau du chiffre d'affaires durant le dernier mois du trimestre

G.1 Chiffre d'affaires du dernier mois du trimestre en cours

Désignation précise du produit	Code produit (NOPEMA)	Unité	Mois n-1	Mois n	Mois n+1
			CHIFFRE D'AFFAIRES Valeur (en milliers de FCFA)	CHIFFRE D'AFFAIRES Valeur (en milliers de FCFA)	CHIFFRE D'AFFAIRES Valeur (en milliers de FCFA)
1	2	3	4	5	6
1. ……	|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|				
2. ……	|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|				
3. ……	|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|				
4. ……	|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|				
5. ……	|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|				

G.2 EMPLOI DURANT LE DERNIER MOIS DU TRIMESTRE

G.2.1 EFFECTIFS EMPLOYES ET MASSE SALARIALE A LA FIN DU MOIS N-1 :

		Effectifs	Masse salariale versée
Nationaux	Cadres		
	Non cadres		
Expatriés	Cadres		
	Non cadres		
Total			

G.2.2 TAUX D'UTILISATION DES CAPACITES DE PRODUCTION

Quel est le taux d'utilisation de vos capacités de production en pourcentage: |__|__|__|

H. Stocks de produits finis (Entreprises commerciales)

	Hausse	Stabilité	Baisse
Tendance du dernier trimestre en cours	☐	☐	☐
Tendance probable du trimestre concerné	☐	☐	☐

I. Facilité d'approvisionnement (*)

	Facile	Difficile
Approvisionnement en produits d'origine locale	☐	☐
Approvisionnement en produits d'origines étrangères	☐	☐

J. Evolution du secteur d'activité(*)

	Hausse	Stabilité	Baisse
Tendance du dernier trimestre en cours	☐	☐	☐
Tendance probable du trimestre concerné	☐	☐	☐

K. FACTEURS Explicatifs des évolutions récentes

Nous indiquer succinctement les raisons qui fondent votre optimisme ou votre pessimisme quant à l'évolution future favorable de la demande , du volume des ventes et des prix *(**)*

- ✓ Problèmes particuliers à votre entreprise et votre branche climat social, débouchés, difficultés d'approvisionnement, ……) ;
- ✓ Incidences des mesures gouvernementales ou de la Banque Centrale sur votre activité (accords commerciaux, fiscalité, crédit,……) ;
- ✓ Perspectives à court terme et autres observations éventuelles ;
- ✓ Investissements nouveaux.

H.1 FACTEURS Explicatifs des évolutions récentes du Chiffre d'affaires

H.2 FACTEURS Explicatifs des évolutions récentes des prix

Nous vous prions de bien vouloir nous retourner ce questionnaire avant le ……

Pour tout renseignement concernant la façon de remplir ce questionnaire, s'adresser à la Banque Centrale, Tel. ……., Poste…….

BANQUE DES ETATS DE L'AFRIQUE CENTRALE
DIRECTION GENERALE DES ETUDES FINANCES
ET RELATIONS INTERNATIONALES
DIRECTION DES ETUDES ET DE LA STABILITE FINANCIERE

QUESTIONNAIRE TRIMESTRIEL DE CONJONCTURE DES ENTREPRISES DES BTP

A – IDENTIFICATION

0. Trimestre et année : |__|__| |__|__|__|__|
1. Numéro de questionnaire : _____
2. Raison sociale (ou nom de l'entreprise)…… ……..……..…….
3. Sigle usuel …… ……..……..…….
4. Siège social (adresse exacte) ……..…….
5. Département ……..……..... Code |__|__|
6. Localité …… ……..…… Code |__|__|__|__|
7. Téléphone ……..…. / …… 8. E-mail ……..…… ..……..……
9. Forme juridique …… ……..……..…… Code |__|
10. Activité principale …… ……..……..... Code |__|__|__|__|__|__|
11. Activité secondaire ……..…….. …….. Code |__|__|__|__|__|__|
12. Effectifs du personnel permanent du mois précédent Code |__|__|__|__|
13. Date de démarrage des activités de production |__|__| |__|__| |__|__|
    JJ MM AA
14. L'entreprise tient-elle une comptabilité écrite formelle (Oui/Non) ?…….. |__|
15. Chiffre du mois précédent hors taxes :……..……..……
16. Part de la production industrielle dans ce CA (% ou valeur) :……..……
17. Correspondant dans l'entreprise
    17.1 Noms et Prénoms :
    17.2 Fonction :
    17.3 Tél :
    17.4 : mail :

Nom de l'agent de collecte……..….	Nom du superviseur ……...……
Observations …….	Observations ……..…..
Date de collecte ……..	. Date de contrôle ……..……..

NB : Ne rien inscrire dans les cases grisées (réservées à l'Enquêteur)

A. Niveau des commandes (*)

	Bon	Moyen	Mauvais
Reçues au cours du trimestre en cours	☐	☐	☐
Prévues pour le trimestre en cours	☐	☐	☐

B. Niveau d'activité du dernier trimestre

	Bon	Moyen	Mauvais
	☐	☐	☐

C. Evolution des effectifs employés à la fin du trimestre en cours (y compris les temporaires)

	Hausse	Stabilité	Baisse
	☐	☐	☐

D. Effectifs prévues pour le trimestre concerné

	Hausse	Stabilité	Baisse
	☐	☐	☐

E. Production Effective durant le dernier mois du trimestre

Désignation Précise des t Travaux	MOIS N-1		MOIS N		MOIS N+1	
	PRODUCTION		PRODUCTION		PRODUCTION	
	Taux de réalisation	Valeur (en milliers de FCFA)	Taux de réalisation	Valeur (en milliers de FCFA)	Taux de réalisation	Valeur (en milliers de FCFA)
1	1	2	3	4	5	6
1. ……						
2. ……						
3. ……						
4. ……						
5. ……						

G. Evolution des prix (*)

Prix des matières premières d'origine locale

	Hausse	Stabilité	Baisse
Tendance du dernier trimestre en cours	☐	☐	☐
Tendance probable du trimestre concerné	☐	☐	☐

Prix des matières premières d'origine étrangère

	Hausse	Stabilité	Baisse
Tendance du dernier trimestre en cours	☐	☐	☐
Tendance probable du trimestre concerné	☐	☐	☐

F. FACTEURS Explicatifs des évolutions récentes

Nous indiquer succinctement les raisons qui fondent votre optimisme ou votre pessimisme quant à l'évolution future favorable de la demande , du volume des ventes et des prix *(**)*

- ✓ Problèmes particuliers à votre entreprise et votre branche climat social, débouchés, difficultés d'approvisionnement, ……) ;
- ✓ Incidences des mesures gouvernementales ou de la Banque Centrale sur votre activité (accords commerciaux, fiscalité, crédit,……) ;
- ✓ Perspectives à court terme et autres observations éventuelles ;
- ✓ Investissements nouveaux.

H.1 FACTEURS Explicatifs des évolutions récentes de la production

H.3 FACTEURS Explicatifs des évolutions récentes des prix

Nous vous prions de bien vouloir nous retourner ce questionnaire avant le ……

Pour tout renseignement concernant la façon de remplir ce questionnaire, s'adresser à la Banque Centrale, Tel. ……., Poste…….